



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2017



MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -76,26 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2017 s'élève à -76,26 Md€ contre -84,02 Md€ à fin septembre 2016 à périmètre constant. Ce solde s'explique par une hausse des dépenses nettes de

11,99 Md€, une augmentation des recettes nettes de 11,69 Md€ et une amélioration du solde des comptes spéciaux de 8,06 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 242,36 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,38 Md€, dont 2,53 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,77 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 2,94 Md€, dont 1,67 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,74 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,82 Md€, dont 1,67 Md€ au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » et 1,09 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2017 s'élèvent à 242,36 Md€ contre 230,37 Md€ à fin septembre 2016 à périmètre constant. Cette évolution (+11,99 Md€) résulte notamment des hausses des dépenses de fonctionnement (+3,35 Md€, principalement au titre du programme « Développement des entreprises et du tourisme »), de personnel (+3,27 Md€, conformément à la hausse des prévisions

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,97 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,74 Md€) ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,62 Md€, partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,84 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,73 Md€ ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 1,01 Md€, principalement dédié au programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,62 Md€).

constatées en LFI), d'intervention (+2,99 Md€, principalement au titre des programmes « Inclusion sociale et protection des personnes », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » et « Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières ») et des charges de la dette de l'Etat (+1,42 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 192,72 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,80 Md€ ;

IR : 10,62 Md€ (notamment au titre du solde) ;

IS (hors CSB) : 10,03 Md€ (essentiellement au titre du troisième acompte au 15 septembre) ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 2,02 Md€, dont 1,20 Md€ au titre de l'échéance d'ISF au 15 septembre ;

Autres impôts directs perçus par voie de rôles : 1,87 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,44 Md€, dont -2,26 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,48 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 227,45 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin septembre 2017 s'élèvent à 227,45 Md€ contre 219,61 Md€ à fin septembre 2016 à périmètre constant.

Cette évolution (+7,84 Md€) s'explique notamment par les hausses des recettes nettes de TVA pour 5,41 Md€, des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 5,37 Md€

(essentiellement en raison de la hausse des autres taxes intérieures, notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) et d'IS pour 0,83 Md€. Cette augmentation est, cependant, partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-4,02 Md€).

Recettes non fiscales : 7,87 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2017 s'élèvent à 7,87 Md€ contre 7,74 Md€ à fin septembre 2016.

Cette évolution modérée (+0,13 Md€) est toutefois marquée par une augmentation des dividendes et recettes assimilées pour 2,43 Md€, liée aux produits des participations de l'Etat dans des entreprises

financières en hausse (+2,54 Md€), compensée par la diminution des produits du domaine de l'Etat de 0,87 Md€ (principalement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques) et la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,87 Md€ (principalement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -45,56 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -45,56 Md€ à fin septembre 2017 contre -48,60 Md€ à fin septembre 2016. Cette évolution (+3,04 Md€)

s'explique notamment par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+2,51 Md€).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -26,62 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,43 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 10,95 Md€ (notamment au titre du deuxième acompte de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au 15 septembre).

Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou**

organismes gérant des services publics » affiche des recettes d'un montant de 3,23 Md€ correspondant principalement à un remboursement à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.

A fin septembre 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -26,62 Md€ contre -34,68 Md€ à fin septembre 2016.

Cette évolution (+8,06 Md€) s'explique essentiellement par l'augmentation du solde des comptes de concours financiers (+4,39 Md€, principalement en raison d'une recette au compte « Avances à divers services de l'Etat ou organisme

gérant des services publics ») et des comptes de commerce (+4,07 Md€, notamment en raison des recettes au compte « Soutien financier au commerce extérieur »), compensée par la réduction du solde des comptes d'affectation spéciale (-0,34 Md€ en raison des opérations sur le compte « Participations financières de l'Etat »).

Dettes financières de l'Etat au 30 septembre : 1 709,63 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 107,57 Md€) et les BTF (émissions

nettes de remboursements de 10,15 Md€). Les BTAN ont été intégralement remboursés pour un montant net de 35,50 Md€.



	Mois	Cumul à fin septembre		Renvoi Page	
	Septembre	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	16 736	-76 264	-84 019	-83 017	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	20 611	242 363	230 372	228 730	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	31 858	192 720	181 028	180 388	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	10 620	59 420	59 140	59 139	
- IS *	10 032	18 472	17 639	17 639	
- TVA	11 802	113 471	108 059	107 955	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	5 489	-26 620	-34 675	-34 675	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 259	110 538			16
Dettes financières de l'Etat	17 458	1 709 630			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 066	95 524	92 256	92 285
Dépenses de fonctionnement	2 635	41 327	37 977	37 719
Charges de la dette de l'Etat	8	25 555	24 135	24 135
Dépenses d'investissement	729	8 608	7 893	7 893
Dépenses d'intervention	7 135	69 146	66 160	64 748
Dépenses d'opérations financières	38	1 212	963	963
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	20 611	242 363	230 372	228 730
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	35 532	227 447	219 605	218 990
Recettes non fiscales	899	7 865	7 739	7 739
Prélèvements sur recettes	-4 920	-45 558	-48 595	-48 620
Fonds de concours	347	2 966	2 280	2 280
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	31 858	192 720	181 028	180 388
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	36 778	238 278	229 624	229 009
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	11 247	-49 644	-49 344	-48 342
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-128	575	921	921
Solde des comptes de concours financiers	5 509	-31 804	-36 193	-36 193
Solde des comptes de commerce	104	4 545	472	472
Solde des comptes d'opérations monétaires	6	-170	-10 177	-10 177
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	5 489	-26 620	-34 675	-34 675
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	16 736	-76 264	-84 019	-83 017



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 066	95 524	92 256	92 285
Rémunérations d'activité	5 736	54 417	52 565	52 579
Cotisations et contributions sociales	4 293	40 590	39 132	39 146
Prestations sociales et allocations diverses	37	517	559	559
AUTRES TITRES	10 546	146 839	138 116	136 446
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 635	41 327	37 977	37 719
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 696	18 801	16 551	16 481
Subventions pour charges de service public	939	22 526	21 426	21 238
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	8	25 555	24 135	24 135
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	8	25 555	24 135	24 135
Titre 5 - Dépenses d'investissement	729	8 608	7 893	7 893
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	642	6 583	6 544	6 543
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	87	2 025	1 349	1 350
Titre 6 - Dépenses d'intervention	7 135	69 146	66 160	64 748
Transferts aux ménages	4 639	35 138	32 519	33 320
Transferts aux entreprises	603	11 811	10 488	8 614
Transferts aux collectivités territoriales	340	5 792	5 243	5 145
Transferts aux autres collectivités	1 549	16 378	17 877	17 635
Appels en garantie	5	27	33	33
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	38	1 212	963	963
Prêts et avances	0	278	37	37
Dotations en fonds propres	38	372	356	356
Dépenses de participations financières	0	562	570	570
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 611	242 363	230 372	228 730



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2017		Cumul à fin septembre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	132	172	2 116	2 000	2 425
Action de la France en Europe et dans le monde	73	79	1 202	1 128	1 493
Diplomatie culturelle et d'influence	39	72	613	579	510
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	21	302	293	277
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	144
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	258	224	2 192	2 102	2 066
Administration territoriale	132	135	1 256	1 223	1 202
Vie politique, culturelle et associative	79	25	290	217	216
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	48	64	647	662	648
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	97	114	2 344	2 284	1 983
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	572
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	7	15	1 422	1 384	557
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	44	49	443	429	387
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	45	50	479	470	467
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	29	68	1 635	1 898	1 977
Aide économique et financière au développement	4	48	497	784	800
Solidarité à l'égard des pays en développement	25	20	1 138	1 114	1 178
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	5	31	1 922	1 896	1 940
Liens entre la Nation et son armée	2	1	28	26	24
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	22	1 808	1 799	1 842
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	86	71	73
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	46	50	475	478	458
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	32	274	279	269
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	160	158	150
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	146	195	2 373	1 992	1 843
Patrimoines	21	23	748	555	535
Création	30	77	718	606	551
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	95	94	906	831	757
DEFENSE	3 043	2 941	32 635	32 619	31 307
Environnement et prospective de la politique de défense	102	106	958	1 088	1 094
Préparation et emploi des forces	590	735	6 079	6 502	6 091
Soutien de la politique de la défense	1 606	1 671	16 885	17 037	16 478
Equiperment des forces	745	429	8 714	7 992	7 644
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	104	108	1 040	950	913
Coordination du travail gouvernemental	47	57	432	416	361
Protection des droits et libertés	4	4	70	74	76
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	52	47	538	460	475
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	519	615	9 098	8 865	8 120
Infrastructures et services de transports	223	130	3 337	3 268	2 924
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	12	13	141	115	112
Météorologie (1)	0	0	0	0	146
Paysages, eau et biodiversité	6	19	205	205	190
Expertise, information géographique et météorologie (2)	33	34	399	399	70
Prévention des risques	10	10	129	144	-26
Energie, climat et après-mines	1	5	322	467	361
Service public de l'énergie	0	174	2 331	1 991	1 859
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	233	230	2 232	2 275	2 485



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2017		Cumul à fin septembre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	83	93	2 869	2 854	1 162
Développement des entreprises et du tourisme	37	47	2 153	2 139	703
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	34	338	334	334
Stratégie économique et fiscale	12	13	378	381	125
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	171	1 974	16 057	14 992	14 985
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	153	127	1 529	1 215	1 126
Aide à l'accès au logement	1	1 740	14 220	13 367	13 382
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	17	107	308	410	476
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	9	14	25 724	25 844	24 378
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	8	8	25 555	25 555	24 135
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	5	27	27	21
Epargne	0	0	74	74	121
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-50	70	100
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 378	5 378	52 754	52 655	50 562
Enseignement scolaire public du premier degré	1 772	1 772	16 104	16 101	15 195
Enseignement scolaire public du second degré	2 533	2 526	24 186	24 174	23 490
Vie de l'élève	287	289	4 048	3 999	3 767
Enseignement privé du premier et du second degrés	475	475	5 733	5 721	5 547
Soutien de la politique de l'éducation nationale	174	173	1 630	1 616	1 582
Enseignement technique agricole	136	143	1 052	1 044	981
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	988	1 014	8 264	8 180	8 034
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	617	616	6 011	5 962	5 936
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	242	247	974	939	732
Facilitation et sécurisation des échanges	130	134	1 139	1 133	1 153
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	77
Fonction publique	-1	17	140	146	135
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	127	55	1 075	803	740
Immigration et asile	76	47	911	691	587
Intégration et accès à la nationalité française	50	8	164	112	152
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	0	0	2 630	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	550	0	0
Valorisation de la recherche (3)	0	0	730	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	0	0	1 350	0	0
JUSTICE	744	599	6 802	6 177	6 039
Justice judiciaire	252	257	2 453	2 448	2 452
Administration pénitentiaire	414	245	3 148	2 561	2 454
Protection judiciaire de la jeunesse	52	64	634	590	575
Accès au droit et à la justice	5	4	319	318	310
Conduite et pilotage de la politique de la justice	21	28	246	257	246
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	38	37	435	352	346
Presse et médias (2)	36	36	186	181	170
Livre et industries culturelles	2	2	249	171	166
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	10
OUTRE-MER	80	55	1 582	1 406	1 467
Emploi outre-mer	19	19	1 124	957	1 002
Conditions de vie outre-mer	61	36	458	449	464



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2017		Cumul à fin septembre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POLITIQUE DES TERRITOIRES	48	48	542	445	394
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	31	15	181	110	150
Interventions territoriales de l'Etat	0	1	34	31	21
Politique de la ville	17	32	327	304	223
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	105	878	25 224	21 573	20 465
Formations supérieures et recherche universitaire	52	54	12 824	10 975	10 691
Vie étudiante	19	162	2 322	1 827	1 745
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5	143	6 394	4 844	4 780
Recherche spatiale	0	0	1 395	1 201	1 165
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	372	1 388	1 710	1 086
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	7	81	443	602	592
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	83	83	83
Recherche culturelle et culture scientifique	1	34	109	74	76
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	32	266	258	246
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	504	5 579	5 132	5 272
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	335	3 599	3 290	3 274
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	759	621	619
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	100	1 221	1 221	1 380
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	120	110	3 565	2 595	2 031
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	116	102	3 169	2 196	1 856
Concours spécifiques et administration	3	8	396	399	175
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 076	9 065	80 117	80 091	78 622
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 905	5 893	73 809	73 783	71 913
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	3 172	3 172	6 308	6 308	6 709
SANTE	2	45	1 169	931	978
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2	45	414	317	415
Protection maladie	0	0	755	614	563
SECURITES	1 521	1 620	14 993	14 598	13 825
Police nationale	800	838	7 793	7 673	7 279
Gendarmerie nationale	688	726	6 831	6 538	6 160
Sécurité et éducation routières	4	3	24	20	18
Sécurité civile	28	53	345	367	368
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	89	2 822	15 998	15 289	13 843
Inclusion sociale et protection des personnes	14	1 667	5 032	4 574	3 564
Handicap et dépendance	2	1 085	9 718	9 553	9 172
Egalité entre les femmes et les hommes	2	3	18	17	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	71	67	1 230	1 144	1 092
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	8	19	664	560	509
Sport	4	12	226	203	222
Jeunesse et vie associative	3	7	437	357	286
TRAVAIL ET EMPLOI	612	828	13 469	11 903	11 325
Accès et retour à l'emploi	524	546	6 807	6 090	6 758
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	34	227	6 113	5 237	4 006
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	34	67	63
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	54	515	509	498
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	23 575	29 676	336 332	322 455	308 994
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	14 498	20 611	256 215	242 363	230 372

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	11 121	63 388	63 327	63 325
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 868	3 263	3 164	3 164
Impôt sur les sociétés (C)	11 403	44 195	42 096	42 096
Impôt sur les sociétés	11 172	43 203	41 193	41 193
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	231	992	903	903
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 016	11 632	11 501	11 501
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	86	779	457	457
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	68	3 290	3 190	3 190
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	1 199	4 720	4 710	4 710
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	77	92	92
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	15	5	5
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	11	10	10
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	23	19	19
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	2	51	64	64
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	285	186	186
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	5	10	10
Recettes diverses	654	2 373	2 721	2 721
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	723	7 493	11 516	11 534
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 622	153 380	147 800	147 697
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 843	24 189	18 823	18 295
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	31	338	356	356
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	125	116	116
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	11	7	7
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	112	1 767	1 348	1 348



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	631	8 262	7 804	7 804
Contribution de sécurité immobilière	51	516	468	468
Autres conventions et actes civils	25	361	416	416
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	28	318	289	289
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	11	147	131	131
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	165	205	205
Timbre unique	42	252	123	123
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	442	7 445	3 074	2 546
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	3	29	42	42
Taxe générale sur les activités polluantes	2	19	85	85
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	19	171	288	288
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	1	30	37	37
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	38	40	40
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	24	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	194	1 556	1 492	1 492
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	75	560	551	551
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	36	324	322	322
Prélèvement sur les paris sportifs	17	201	205	205
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	41	43	43
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	59	679	527	527
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	28	202	211	211
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	44 597	307 539	298 227	297 612
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	35 532	227 447	219 605	218 990



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	593	4 032	1 600	1 600
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	2 872	328	328
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	237	101	101
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	593	924	1 171	1 171
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	89	1 037	1 909	1 909
Revenus du domaine public non militaire	7	85	159	159
Autres revenus du domaine public	0	130	129	129
Revenus du domaine privé	0	0	45	45
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	44	162	802	802
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	37	652	613	613
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	151	151
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	7	11	11
Produits de la vente de biens et services (C)	97	743	786	786
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	255	307	307
Autres frais d'assiette et de recouvrement	59	455	419	419
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	22	47	47
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	0	9	10	10
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	15	288	727	727
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	58	545	545
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	3	7	7
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	9	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	1	54	35	35
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	138	107	107
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	18	15	15



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	41	680	1 552	1 552
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	268	885	885
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	6	39	10	10
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	7	9	9
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	32	304	577	577
Frais de poursuite	1	7	6	6
Frais de justice et d'instance	1	8	9	9
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	11	11
Divers (F)	63	1 086	1 165	1 165
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	211	263	263
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	19	162	141	141
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	5	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	1	6	14	14
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	2	21	44	44
Recouvrements après admission en non-valeur	11	99	103	103
Divers versements de l'Union européenne	0	13	17	17
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	15	16	16
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	23	16	16
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	1	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	11	159	159	159
Produits divers	2	255	242	242
Autres produits divers	12	100	126	126
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	899	7 865	7 739	7 739

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 444	-32 512	-35 025	-35 050
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 256	-24 104	-26 534	-26 559
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-7	-8	-8
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-56	-56
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-483	-2 265	-2 549	-2 549
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-222	-1 667	-1 361	-1 361
Dotation élu local	0	-65	-64	-64
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-26	-25	-25
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-1	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	-48	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	-75	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-254	-2 371	-2 496	-2 496
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-54	-438	-426	-426
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-5	-44	-138	-138
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-62	-62	-62
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (1)	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-36	-387	-315	-315
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-82	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 477	-13 045	-13 570	-13 570
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 920	-45 558	-48 595	-48 620
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	339	2 804	2 111	2 111
Fonds de concours - coopération internationale	9	162	169	169
TOTAL FONDS DE CONCOURS	347	2 966	2 280	2 280

(1) suppression en 2017



unité : million d'€.

	Mois de septembre		Cumul à fin septembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 626	5 498	58 652	49 076	59 227	49 997	575	921
Aides à l'acquisition de véhicules propres	53	20	213	184	256	200	44	15
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	68	97	753	679	1 225	1 146	472	467
Développement agricole et rural	18	4	77	102	123	122	46	20
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	35	31	237	258	284	282	46	24
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	1 435	1 396	1 565	1 539	130	143
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	18	207	337	255	257	47	-80
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	183	233	183	233
Participations financières de l'Etat	162	154	8 408	1 297	5 113	79	-3 295	-1 218
Pensions	4 630	4 573	42 230	41 861	44 510	43 173	2 280	1 312
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	400	19	358	19	-42	0
Transition énergétique	632	599	4 691	2 943	5 355	2 947	664	4
Comptes de concours financiers	8 800	14 309	86 463	84 769	54 659	48 576	-31 804	-36 193
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	20	3 225	7 266	6 236	5 435	93	-1 831	-6 143
Avances à l'audiovisuel public	328	135	2 948	2 901	1 663	1 740	-1 285	-1 161
Avances aux collectivités territoriales	8 434	10 946	76 088	74 913	47 144	46 289	-28 944	-28 624
Prêts à des Etats étrangers	18	3	161	719	257	420	97	-300
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	1	159	34	159	34
Comptes de commerce	265	369	29 798	28 590	34 343	29 062	4 545	472
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	45	119	425	331	539	532	115	201
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	15	120	116	125	119	5	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 395	2 204	1 395	2 204	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	127	46	415	421	495	503	80	82
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	40	184	27 009	25 470	27 232	25 633	223	162
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	6	0	0	0	-6	0
Opérations commerciales des domaines	3	5	32	31	55	52	23	21
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	18	17	10	20	-8	3
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	32	0	377	0	4 491	0	4 114	0
Comptes d'opérations monétaires	113	119	1 226	10 839	1 056	662	-170	-10 177
Emission des monnaies métalliques	18	22	109	100	215	230	106	130
Opérations avec le Fonds Monétaire International	95	98	1 065	10 725	831	422	-233	-10 303
Pertes et bénéfices de change	0	0	52	15	10	11	-42	-4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 805	20 296	176 139	173 275	149 285	128 297	-26 854	-44 978
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 709	20 198	175 074	162 550	148 454	127 875	-26 620	-34 675

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	57	502
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	167	454
	Total organismes à caractère financier	742	225	967
	CEPL			
	Régions	1 866	2 159	4 025
	Départements	5 232	1 297	6 530
	Communes	23 185	16	23 201
	HLM	567	-63	505
	Autres	22 134	1 412	23 546
	Total CEPL	52 984	4 822	57 806
	Etablissements publics de santé	5 010	-59	4 951
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	896	11 588
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	841	4 616
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	1 681	4 498
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	222	1 083
	Total établissements publics nationaux	18 146	3 640	21 786
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	3 180	9 304
	Union européenne	3 786	571	4 357
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés			
Fonds et Fondations	52	10	62	
GIP	662	219	881	
EPLÉ	2 305	599	2 904	
Autres correspondants	12 464	-4 962	7 503	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-4 174	11 350	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	8 206	110 521	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	8	16
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	8	17
Total Passif (A)		102 325	8 213	110 538
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	8 213	110 538



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	82 226	1 702 845
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	72 074	1 558 768
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	107 574	1 558 768
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 251 637	112 138	1 363 775
- <i>taux variable</i>	180 172	-2 710	177 463
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-35 500	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	35 500	-35 500	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	10 152	144 077
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	10 152	144 077
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	-350	6 784
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	81 876	1 709 630



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.